

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 9

14 février 1979

SOMMAIRE

Règlement grand-ducal du 23 janvier 1979 portant fixation des indemnités dues aux commissions d'examen de l'enseignement technique, professionnel, moyen, secondaire, de l'éducation différenciée et de l'Ecole de Commerce et de Gestion	page 126
Règlement grand-ducal du 30 janvier 1979 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective pour le métier de façadier conclue entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et la commission syndicale des contrats d'autre part, avec effet au 1er juillet 1978	129
Règlement grand-ducal du 30 janvier 1979 concernant les sous-officiers et agents de police féminins	138
Règlement ministériel du 30 janvier 1979 modifiant celui du 10 mai 1966 portant fixation des frais de route et de séjour ainsi que des indemnités de déménagement revenant aux fonctionnaires et employés communaux, tel qu'il a été modifié par la suite	140
Règlement grand-ducal du 6 février 1979 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique	140
Réglementation des tarifs ferroviaires nationaux et internationaux	142
Réglementation au tarif des droits d'entrée	142
Protocole, signé à La Haye, le 28 septembre 1955, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929 — Adhésion du Liban.....	143
Convention relative au statut des réfugiés, faite à Genève, le 28 juillet 1951, et Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967 — Succession du Surinam	144

Règlement grand-ducal du 23 janvier 1979 portant fixation des indemnités dues aux commissions d'examen de l'enseignement technique, professionnel, moyen, secondaire, de l'éducation différenciée et de l'École de Commerce et de Gestion.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 16 de la loi du 3 août 1958 portant création d'un institut d'enseignement technique;

Vu l'art. 4 de la loi du 9 janvier 1963 portant création d'un centre de formation ménagère rurale;

Vu les articles 30 et 33 de la loi du 16 août 1965 portant création de l'enseignement moyen, telle qu'elle a été modifiée par la suite;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 23 novembre 1966 portant création de l'enseignement préparatoire aux professions paramédicales;

Vu l'art. 60 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

Vu l'art. 3 de la loi du 21 août 1969 portant création de sections de chimie aux établissements d'enseignement technique et professionnel;

Vu l'art. 15 de la loi du 12 novembre 1971 portant création d'un institut d'enseignement agricole à Ettelbruck;

Vu l'art. 19 de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

Vu l'art. 4 de la loi du 25 avril 1974 portant création d'une école de commerce et de gestion;

Vu l'art. 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les indemnités des commissions d'examen des enseignements technique, professionnel, moyen, secondaire, de l'éducation différenciée et de l'école de commerce et de gestion, sont fixées sur base du barème ci-dessous, exprimé en francs et comprenant trois échelons:

	Indemnité forfaitaire annuelle de base	Indemnité par questionnaire	Indemnité par heure de surveillance	Indemnité par candidat et par épreuve d'une durée de		
				2 h	3 h	4 h
1	800	225	80	9	11	12
2	800	300	80	21	24	26
3	800	425	80	30	33	35

Les membres des commissions d'examen n'ont droit à l'indemnité forfaitaire de base que proportionnellement à leurs présences aux réunions des commissions.

Au cas où un examen comporte un projet d'études à présenter par les candidats, la correction de ce projet donne lieu à une rémunération supplémentaire de 600,— francs pour l'examineur.

Au cas où un questionnaire d'une certaine envergure doit être traduit, ce travail donne lieu à une rémunération supplémentaire de 180,— francs, sous réserve de l'accord préalable du commissaire du Gouvernement.

Les épreuves complémentaires et les épreuves d'ajournement ne donnent pas lieu à l'attribution des indemnités par candidat et par épreuve prévues ci-dessus.

Art. 2. Les taux ci-dessus s'appliquent à toutes les opérations des examens organisés sur le plan national et pour lesquels les commissions sont instituées par arrêté ministériel.

Art. 3. La correction d'une épreuve écrite dont la durée est inférieure ou égale à deux heures est rémunérée au taux prévu pour une épreuve de deux heures.

La correction d'une épreuve écrite dont la durée est supérieure à deux heures et inférieure ou égale à trois heures est rémunérée au taux prévu pour une épreuve de trois heures.

La correction d'une épreuve écrite dont la durée est supérieure à trois heures est rémunérée au taux prévu pour une épreuve de quatre heures.

La correction d'une épreuve uniquement orale est rémunérée de la façon suivante:

- L'examineur a droit à l'indemnité prévue à l'article 1^{er} pour la rédaction d'un questionnaire.
- Pour chaque candidat, l'examineur a droit à l'indemnité prévue pour la correction d'une épreuve de trois heures à l'article 1^{er}.

Par décision ministérielle, la correction d'une épreuve pratique est assimilée soit à celle d'une épreuve écrite, soit à celle d'une épreuve orale.

Dans tous les cas où l'épreuve écrite ou orale est complétée par une épreuve subsidiaire, l'indemnité due pour la première épreuve est majorée du taux prévu à l'article 1^{er} pour la correction d'une épreuve de deux heures et ceci par candidat examiné.

Art. 4. Chaque commission d'examen visée par le présent règlement est présidée par un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, à désigner par le Ministre de l'Éducation Nationale. Les indemnités du ou des commissaires sont fixées par décision du Gouvernement en Conseil.

Art. 5. Les directeurs ou leurs délégués établissent les listes de candidats; ils font au Ministre des propositions concernant la composition des commissions d'examen; ils gardent et diffusent au moment voulu les questions d'examen; ils s'occupent de l'organisation matérielle des examens; durant les examens ils sont en rapport avec le ou les commissaires du Gouvernement; ils veillent à la circulation correcte des copies et à l'observation des délais; ils sont responsables de la conservation réglementaire des archives.

Les indemnités des directeurs ou de leurs délégués sont fixées par décision du Gouvernement en Conseil.

Art. 6. Le membre de la commission d'examen chargé des travaux de secrétariat touche une indemnité supplémentaire fixée comme suit:

- indemnité de base: 500,— francs
- indemnité par candidat inscrit: 5,— francs.

Au cas où le secrétaire ne serait pas membre de la commission, son indemnité est fixée par décision du Gouvernement en Conseil.

Art. 7. Au cas où des experts seraient nommés, leurs indemnités sont fixées à 300,— francs par avis et par expert.

Art. 8. Sont fixés à l'échelon un:

- l'examen d'admission en classe d'orientation ou en 7^e commune de tous les ordres d'enseignement;
- l'examen d'admission en classe de huitième différentes options de l'enseignement technique et professionnel;

- l'examen d'admission en classe de neuvième différentes options de l'enseignement technique et professionnel;
- l'examen d'admission en classe de dixième de la section beaux-arts de l'école des arts et métiers.

Art. 9. Sont fixés à l'échelon deux:

- l'examen probatoire des classes artisanales de l'enseignement technique et professionnel;
- l'examen d'admission en classe de onzième électronique;
- l'examen officiel de comptabilité et de sciences commerciales;
- l'examen officiel de sténographie française, allemande et anglaise;
- l'examen officiel de dactylographie française, allemande et anglaise;
- l'examen officiel de sténo-dactylographie française, allemande et anglaise;
- l'examen final du centre de formation ménagère rurale de Mersch;
- l'examen de fin d'études de l'école de commerce de l'enseignement technique et professionnel;
- le test de qualification professionnelle pour une formation accélérée pour adultes;
- l'examen de fin d'études préparatoires de la section paramédicale et de la section pour moniteurs de l'éducation différenciée;
- l'examen de fin d'études pour aide-chimiste;
- l'examen de fin d'études de la section agronomique de l'institut d'enseignement agricole;
- l'examen d'admission à l'école technique;
- l'examen de fin d'études de la section des beaux-arts de l'école des arts et métiers;
- l'examen de fin d'études moyennes, différentes sections;
- les examens d'admission à l'école de commerce et de gestion;

Art. 10. Sont fixés à l'échelon trois:

- l'examen de fin d'études de la formation de techniciens;
- l'examen de fin d'études de l'enseignement secondaire, différentes sections;
- l'examen de fin d'études de l'école de commerce et de gestion, différentes sections;
- l'examen de fin d'études de l'école technique;
- l'examen de fin de stage des moniteurs de l'éducation différenciée;
- l'examen de fin d'études des éducateurs de l'éducation différenciée.

Art. 11. Chaque examen nouvellement créé dans les enseignements technique, professionnel, moyen, secondaire, de l'éducation différenciée et de l'école de commerce et de gestion, fera l'objet d'une décision du Gouvernement en Conseil, publiée au Mémorial, prévoyant l'échelon et le cas échéant des indemnités spéciales.

Art. 12. Les indemnités fixées ci-dessus, correspondent au nombre-indice cent et subissent la même adaptation au coût de la vie que les traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 13. Le présent règlement vaut à partir de la session 1979. Toutes dispositions contraires au présent règlement sont abrogées.

Art. 14. Notre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement, qui sera publié au Mémorial.

Château de Berg, le 23 janvier 1979

Jean

Le Ministre des Finances,

Jacques F. Poos

Le Secrétaire à l'Education Nationale,

Guy Linster

Règlement grand-ducal du 30 janvier 1979 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective pour le métier de façadier conclue entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et la commission syndicale des contrats d'autre part, avec effet au 1^{er} juillet 1978.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 22 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un office national de conciliation tel qu'il a été modifié par l'article 12 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail;

Sur la proposition des groupes de la commission paritaire de conciliation et sur avis conforme des représentations professionnelles légales intéressées;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La convention collective pour le métier de façadier conclue entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part, avec effet au 1^{er} juillet 1978, est déclarée d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle elle a été établie.

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec la convention collective prémentionnée.

Palais de Luxembourg, le 30 janvier 1979

Jean

*Le Secrétaire d'Etat
au Ministère du Travail
et de la Sécurité sociale,
Maurice Thoss*

KOLLEKTIVVERTRAG

FUER DAS LUXEMBURGER FASSADENPUTZERGEWERBE

abgeschlossen zwischen der

FEDERATION DES PATRONS PLAFONNEURS & FAÇADIERS DU GRAND-DUCHE DE
LUXEMBOURG

einerseits
und der

GEWERKSCHAFTLICHEN VERTRAGSKOMMISSION

andererseits
mit Wirkung ab 1.7.1978.

Art. 1. Vertragszweck.

- 1) Durch diesen Kollektivvertrag werden die Arbeits- und Lohnbedingungen der Arbeitnehmer des Fassadenputzergewerbes geregelt zwecks Wahrung des sozialen Friedens in Beruf und Betrieb. Er erstrebt desweiteren die Bekämpfung unlauteren Wettbewerbs und die Unterbindung der Schwarzarbeit.

- 2) Mit Bezug auf die besondere Situation des Fassadenputzergewerbes bezgl. der Witterungseinflüsse, erstrebt dieser Vertrag die bestmögliche Anpassung der Arbeitszeit an die diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen.
- 3) Dasselbe gilt für die Regelung des Erholungsurlaubs, welcher durch diesen Vertrag festgelegt wird und welcher den Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Januar 1971 über die Regelung der Schlechtwetterentschädigung Rechnung trägt.

Art. 2. Geltungsbereich.

- a) räumlich: für das gesamte Grossherzogtum Luxemburg, sowohl für inländische als auch ausländische reine Fassadenputzerunternehmen, ausgeschlossen Bauunternehmer, die zusätzlich Fassadenarbeit ausführen.
- b) fachlich: für alle ausgeführten Fassadenputzerarbeiten in Bezug auf die Aktivität diesbezüglicher Betriebe gemäss a).
- c) persönlich: für die in den vorgenannten Unternehmen als gelernte oder angelehrte Arbeiter, als Hilfsarbeiter, Lehrlinge oder Jungarbeiter beschäftigten Arbeitnehmer.

Art. 3. Einstellung und Probezeit.

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen.
- 2) Unbeschadet der in diesem Vertrag aufgeführten Bestimmungen über die Regelung des Arbeitsverhältnisses, gelten diejenigen des Gesetzes vom 24. Juni 1970 über den Arbeitsvertrag und den Kündigungsschutz für Arbeiter, welches ein integraler Bestandteil dieses Vertrags bildet.
- 3) Die ersten 6 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Erfolgt während der Probezeit keine Kündigung des Arbeitsverhältnisses durch einen der beiden Partner, gilt dasselbe als definitiv vom Tag der provisorischen Einstellung an.
- 4) Die Kündigungsfrist während der Probezeit beträgt sechs Tage. — Die Einstellung auf Probe kann nicht erneuert werden.

Art. 4. Kuendigungsfristen — Aufloesung des Arbeitsverhaeltnisses.

- 1) Das Arbeitsverhältnis kann vom Arbeitnehmer schriftlich oder mündlich mit einer Frist von 2 Wochen gekündigt werden.
- 2) Vom Arbeitgeber kann das Arbeitsverhältnis nur mit folgenden Kündigungsfristen gelöst werden:
 - 4 Wochen bei weniger als 5 Dienstjahren;
 - 8 Wochen bei 5 bis einschl. 9 Dienstjahren;
 - 12 Wochen vom 10. Dienstjahre an.
- 3) Treten die Fälle des vorhergehenden Absatzes ein, hat der Arbeitnehmer ausserdem Anrecht auf nachfolgende Abgangsentschädigungen:
 - 1 Monatslohn bei 5 bis 10 Dienstjahren;
 - 2 Monatslöhne bei 10 bis 15 Dienstjahren;
 - 3 Monatslöhne bei mehr als 15 Dienstjahren.
- 4) Abweichend von diesen Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes 3) kann der Arbeitgeber in den Betrieben, die weniger als 20 Arbeiter beschäftigen, entweder für die erwähnten Abgangsentschädigungen oder für die in Absatz 2) festgelegten Kündigungsfristen optieren, die jedoch in diesem Fall verlängert werden müssen und demzufolge betragen:
 - 12 Wochen für eine Arbeitsdauer zwischen 5 und 10 Jahren;
 - 20 Wochen für eine Arbeitsdauer zwischen 10 und 15 Jahren;
 - 24 Wochen ab 15 Jahren Arbeitsdauer.

- 5) Derjenige Partner, welcher das Arbeitsverhältnis auflöst, ohne durch die Bestimmungen dieses Vertrages resp. durch diejenigen des entsprechenden Gesetzes dazu ermächtigt zu sein, oder im Fall eines unbegrenzten Arbeitsverhältnisses, ohne die vorerwähnten Kündigungsfristen einzuhalten, schuldet dem anderen eine Entschädigung, die dem Lohn der nicht eingehaltenen Frist entspricht.
- 6) Die Auflösung des Arbeitsverhältnisses durch den Arbeitgeber muss durch eingeschriebenen Brief erfolgen. Binnen 14 Tagen kann der Arbeitnehmer eine Begründung für seine Entlassung verlangen. Der Arbeitgeber seinerseits muss die Begründung innerhalb von 8 Tagen schriftlich vorbringen.
- 7) Bei einer unberechtigten Entlassung kann der Arbeitnehmer eine Entschädigung verlangen, unbeschadet der in Absatz 3) vorgesehenen Abgangsentschädigungen.
- 8) Die Klage wegen unberechtigter Entlassung muss innerhalb von 3 Monaten erfolgen. Die wegen Arbeitsmangel entlassenen Arbeitnehmer behalten während eines Jahres den Vorrang zur Wiedereinstellung.
- 9) Während der Kündigungsfrist kann der Arbeitnehmer bis zu 8 Stunden Urlaub zur Suche eines neuen Arbeitsplatzes beantragen. Wenn die Kündigung seitens des Arbeitgebers erfolgt, bleibt die Entlohnung dieser Stunden zu Lasten des Arbeitgebers, vorausgesetzt, dass der Arbeitnehmer sich als Arbeitssuchender beim Nationalen Arbeitsamt eingeschrieben hat.

Art. 5. Fristlose Kuendigungen.

Eine fristlose Kündigung des Arbeitsverhältnisses durch den Arbeitgeber kann erfolgen, wenn der Arbeitnehmer:

- bei der Einstellung falsche oder gefälschte Papiere vorlegt bzw. vorgelegt hat;
- seine Arbeit ohne triftigen Grund verlässt oder sich weigert, den Arbeitsordnungen seines Vorgesetzten, insofern sie die auszuführenden Arbeiten betreffen, Folge zu leisten;
- böswilligerweise die Sicherheit des Betriebes, die seiner Mitarbeiter oder seine eigene gefährdet oder anderen körperlichen bzw. materiellen Schaden zufügt.
- sich an der Arbeitsstelle Tötlichkeiten oder grober Beleidigungen gegenüber seinen Arbeitskollegen bzw. Vorgesetzten zu schulden kommen lässt;
- sich unredlicher oder unsittlicher Handlungen an der Arbeitsstelle schuldig macht;
- mit Vorbedacht oder offensichtlicher Fahrlässigkeit oder unter Alkoholeinfluss dem Arbeitgeber materiellen Schaden zufügt oder die Absicht hierzu zum Ausdruck bringt;
- während einer Lohnperiode ohne Erlaubnis und ohne triftigen Grund während drei aufeinanderfolgenden Tagen abwesend war oder trotz Verwarnung sich wiederholter unerlaubter Abwesenheiten schuldig macht;
- seine Pflichten gröblich verletzt oder gegen die korrekte Erfüllung des Kollektivvertrages verstösst.

Eine fristlose Kündigung des Arbeitsverhältnisses durch den Arbeitnehmer kann erfolgen, wenn:

- er ohne sein eigenes Verschulden zur Fortsetzung des Arbeitsverhältnisses unfähig ist;
- die Vorgesetzten sich ihm gegenüber Tötlichkeiten oder grober Beleidigungen schuldig machen;
- er wegen Arbeitsmangel bzw. Betriebsstörungen während mehr als zwei aufeinanderfolgenden Tagen oder mehr als drei Tage innerhalb von zwei Wochen nicht arbeiten kann bzw. feiern muss;
- ihm eine unehrliche Handlung zugemutet wird;
- die Bestimmungen des Kollektivvertrages an ihm nicht erfüllt werden.

Art. 6. Grundsätze zur Auflösung des Arbeitsverhältnisses.

- 1) Eine Kündigung des Arbeitsverhältnisses durch den Arbeitgeber soll nur aus begründeten Ursachen erfolgen oder bei Verstößen gegen die reglementarischen Bestimmungen des Betriebes bzw. gegen diejenigen des vorliegenden Vertrages ausgesprochen werden.

- 2) Eine fristlose Kündigung des Arbeitsverhältnisses durch den Arbeitgeber durch die in Art. 5, Absatz 1) erwähnten Fälle kann jedoch nicht mehr erfolgen, wenn die hierzu berechtigende Tatsache dem Arbeitgeber länger als drei Tage bekannt war.
- 3) Der Arbeitnehmer darf wegen Ausübens eines eventuellen Arbeitnehmermandats (z.B. Ausschuss) oder aufgrund seiner Gewerkschaftszugehörigkeit nicht entlassen werden. Das gleiche gilt bei Teilnahme an einem rechtmässigen Streik, sowie bei Arbeitsunfähigkeit wegen Unfalls oder Krankheit (nicht vor 26 Wochen).
- 4) Fordert der Arbeitnehmer seine Entlassung vertragsmässig, so hat derselbe Anrecht auf die sofortige Lohnzahlung unter Berücksichtigung der einzuhaltenden Kündigungsfrist und unter der Voraussetzung, dass er sein Vorhaben dem Arbeitgeber spätestens bis zum Arbeitsschluss des vorhergehenden Tages mitgeteilt hat.
- 5) Der fällige Lohn, sowie die Entlassungspapiere sind in allen Fällen von Kündigung bzw. Auflösung des Arbeitsverhältnisses dem Arbeitnehmer auszuhändigen.
- 6) Der Entlassungsschein bescheinigt Art und Dauer der Beschäftigung und darf nicht etwaige den Arbeitnehmer belastende Vermerke beinhalten.
- 7) Für alle Streitfälle, die im Zusammenhang mit den Bestimmungen über die Regelung des Arbeitsverhältnisses stehen, sind die Arbeitsschiedsgerichte zuständig. Ansonsten gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Juni 1970.

Art. 7. Arbeitsbedingungen, Auswärtsbeschäftigung.

- 1) Bei Arbeiten die ausserhalb der Ortschaft des normalen Einstellungsortes ausgeführt werden, beginnt die Arbeitszeit bei der Abfahrt vom Sitz des Betriebes und endet bei der Rückkehr. Als Arbeitsort gilt der Ort, wo die Gesellschaft des Arbeitgebers ihren Sitz hat oder die Baustelle für welche der Arbeitnehmer eingestellt wird. Wird der Arbeitnehmer nach einer Baustelle versetzt, die weiter als 25 km von seinem Anstellungsort entfernt liegt, so gilt folgende Regelung: Falls der Arbeitgeber für den Transport sorgt, so werden ab dem 26. km 2,— Fr pro Doppelkm. gezahlt. Als Entfernung zwischen Betriebssitz und Arbeitsstätte gelten die amtlich gültigen Ortsentfernungen.
- 2) Arbeitern, die sich unter Benutzung öffentlicher Transportmittel zu einer ausserhalb des Einstellungsortes gelegenen Arbeitsstelle begeben, wird der Preis der Fahrkarte vom Einstellungs-ort zu der jeweiligen Arbeitsstelle vergütet.
- 3) Der Arbeitnehmer ist gehalten seine Arbeit pünktlich zur festgesetzten Zeit zu beginnen und dieselbe nicht vorzeitig zu beenden.
- 4) Der Arbeitgeber ist verpflichtet, zum Schutz von Leben und Gesundheit der Arbeitnehmer alle notwendigen Vorsichtsmassnahmen zu treffen. Die Arbeitnehmer sind ihrerseits verpflichtet, diesbezüglichen Anordnungen Folge zu leisten. Dies gilt insbesondere für die Befolgung der Unfallverhütungsvorschriften. An grösseren Arbeitsstätten ist dafür Sorge zu tragen, dass gegebenenfalls heizbare Lokale oder Räumlichkeiten vorhanden sind zwecks Einnahme des Essens und Trocknen der Kleider.
- 5) Der Aufenthalt in den Arbeitsräumen ist nur während den regelmässigen Arbeitspausen oder bei Pausen, die durch Einstellung der Arbeit infolge Schlechtwetter bedingt werden, gestattet.
- 6) Bei Entfernen von der Baustelle während der Arbeitszeit ist dem Vorgesetzten Mitteilung zu machen. Der wegen unberechtigtem Entfernen bedingte Arbeitszeitverlust wird bei der Löhnung in Abrechnung gebracht.
- 7) Es dürfen einem Arbeitnehmer aus der Zugehörigkeit oder Nichtzugehörigkeit zu einer Arbeitnehmerorganisation keine Nachteile erwachsen.

- 8) Die Mittagspause wird im Einvernehmen mit den Belegschaften festgesetzt. Sie soll eine Stunde, muss aber mindestens eine halbe Stunde betragen. Sie gilt als Arbeitspause und wird nicht als Arbeitszeit vergütet. Ohne dass eine besondere Arbeitspause eingelegt wird, ist den Arbeitern Gelegenheit zur Einnahme eines mitgebrachten Imbisses zu gewähren. Die hierfür beanspruchte Zeit darf eine Viertelstunde nicht überschreiten und gilt nicht als Arbeitszeit.

Art. 8. Arbeitszeit. Die jährliche durchschnittliche wöchentliche Arbeitszeit beträgt 40 Stunden.

Art. 9. Jugendarbeitsschutz. Die Arbeits- und Lohnbedingungen für jugendliche Arbeiter unter 18 Jahren sind gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 28.10.1969 geregelt, insofern sie nicht gesondert in diesem Vertrag aufgeführt werden.

Art. 10. Regelung der Schlechtwetterentschädigung.

- 1) Demzufolge streben die Vertragspartner vorliegenden Abkommens nach wie vor die maximale Vollbeschäftigung der Arbeitnehmer des Fassadenputzergewerbes an um dieselben nach Möglichkeit vor Lohnausfällen zu bewahren.
- 2) Hierzu dienen vor allem die Bestimmungen der gesetzlichen Regelung der Schlechtwetterentschädigung (Gesetz vom 20.1.1971).
- 3) Die Bestimmungen der gesetzlichen Schlechtwetterregelung kommen zur Anwendung in der Zeit vom 16. November bis einschl. 31. März, mit Ausnahme der beiden Wochen von Weihnachten und Neujahr. (Siehe Art. 17. — Urlaub).
- 4) Der Arbeitnehmer hat Anrecht auf eine Lohnentschädigung für den witterungsbedingten Arbeitsausfall, welche 80% des normalen Brutto-Stundenverdienstes beträgt, ohne dass jedoch dieselbe 180% des gesetzlichen Minimalstundenlohnes eines unqualifizierten Arbeiters überschreiten darf.
- 5) Die Schlechtwetterentschädigung ist geschuldet sowohl für einzelne, ausgefallene Arbeitsstunden als auch für ganze Arbeitstage. Der Anspruch auf Entschädigung besteht jedoch nur, wenn die Arbeitsunterbrechung vom Arbeitgeber oder dessen Stellvertreter im Sinne des diesbezüglichen Gesetzes angeordnet wird.
- 6) Der Arbeitnehmer hat sich während der Arbeitsunterbrechung zur Verfügung des Arbeitgebers zu halten, um jederzeit die Arbeit wieder aufnehmen zu können. Desweiteren hat derselbe auf Anordnung des Arbeitgebers andere durch das Gesetz vorgesehene und zulässige Arbeiten zu leisten.
- 7) Der Arbeitgeber ist verpflichtet, die Schlechtwetterentschädigung zu entrichten und mit der normalen Lohnauszahlung dem Arbeitnehmer auszuhändigen.
- 8) Die ersten 8 Ausfallstunden eines Kalendermonats innerhalb der in Absatz 3) vorgesehenen Schlechtwetterperiode werden nicht entschädigt und gehen somit zu Lasten des Arbeitnehmers. Dabei gilt die Periode vom 16. November bis einschl. 30. November als voller Kaldendermonat.
- 9) Die auszahlende Entschädigung unterliegt den normalen Beitragsbestimmungen für die Sozialversicherungen. Der Arbeitnehmer ist während der Arbeitsunterbrechung durch Schlechtwetter gegen Unfall weiterversichert.
- 10) Unbeschadet der in diesem Vertrag aufgeführten Bestimmungen, gelten diejenigen des diesbezüglichen Gesetzes (Regelung der Schlechtwetterentschädigung), welches einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bildet.

Art. 11. Nachholstunden.

- 1) Unter Berücksichtigung der Schlechtwettereinwirkungen im Fassadenputzergewerbe, sowie in Bezug auf die besondere Situation dieses Berufes, dessen Arbeiten nur im Freien ausgeführt werden können, ist ein Nachholen von Arbeitsstunden statthaft.

- 2) Dies betrifft Arbeitsstunden, die durch Nässe, Kälte, Regen, Schnee, Frost usw. nicht ausgeführt werden konnten.
- 3) Nachholstunden im Sinne dieses Artikels können innerhalb von 2 Monaten wieder eingebracht werden, wobei die tägliche Arbeitszeit 10 Stunden nicht überschreiten darf.
- 4) Infolge der Besonderheit des Fassadenputzergewerbes, ist das Nachholen von Ausfallstunden, insofern sie zusammengezählt die anfallenden Arbeitsstunden eines normalen Arbeitstages ergeben, ebenfalls statthaft an einem ganzen oder halben Samstag.
- 5) Das Nachholen von Ausfallstunden im Sinne dieses Artikels gilt jedoch nicht für die Referenzperiode der Schlechtwettergeldregelung.

Art. 12. Qualifikation und Einstufung.

- 1) Die Einreihung in die verschiedenen Lohngruppen erfolgt auf Grund des vorgelegten Lehrausweises und entsprechend der beruflichen Kenntnisse, Fähigkeiten und Erfahrungen.
- 2) Demgemäss gelten als:
 - a) Lehrlinge: Jugendliche, die gemäss den gesetzlichen Bestimmungen die Berufslehre des Fassadenputzergewerbes absolvieren.
 - b) Jugendliche: alle Arbeiter bis zum Alter von 18 Jahren, jedoch ohne Berufslehre.
 - c) Handlanger: alle Arbeiter, die ohne Berufslehre im Betrieb eingestellt werden und keine Berufskennnisse besitzen.
 - d) Angelernte Arbeiter: Arbeiter, welche kein anerkanntes Qualifikationszeugnis besitzen, aber während ihrer Beschäftigung im Beruf oder durch den Betrieb einige Minimalkenntnisse erworben haben.
 - e) Facharbeiter: Arbeiter, die eine ordentliche Berufslehre absolviert haben und im Besitz eines entsprechenden Fähigkeitszeugnisses (Gesellenzeugnis oder gleichwertiger Qualifikationsnachweis)
 - f) Vollwertiger Berufsarbeiter: Facharbeiter, d.h. Gesellen mit Gesellendiplom, welche eine Berufspraxis von mindestens 10 Jahren nachweisen können.

Art. 13. Entlohnung.

- 1) Sämtliche Löhne entsprechen der Ziffer 288,80 des gültigen offiziellen Lebenshaltungsindex. Die Anpassung der Löhne an die Lebenshaltungskosten erfolgt gemäss dem Gesetz vom 27. Mai 1975.
- 2) Eine Lohnperiode darf die Dauer eines Monats nicht überschreiten. Hat der Arbeitgeber mit dem Arbeiter keine andere Vereinbarung getroffen, so erfolgen die Lohnzahlungen zweimal monatlich und zwar:
 - erste Vorschusszahlung: am 25. oder dem vorhergehenden Freitag;
 - Abschlusszahlung: am 10. des darauffolgenden Monats bzw. dem vorhergehenden Freitag.
 Vorschuss- und Lohnzahlung erfolgen spätestens bei Schichtschluss. Findet die Lohnzahlung aus Gründen, die der Arbeitgeber zu verantworten hat, mit wesentlicher Verspätung statt, so wird die Wartezeit als Arbeitszeit gewertet und gemäss dem vereinbarten Stundenlohnsatz vergütet.
- 3) Mit der Endverrechnung ist jedem Arbeitnehmer eine Abrechnung mit getrennter Angabe der Bezüge und Abzüge auszuhändigen, d.h. die Abrechnung muss die Zahl der gearbeiteten Stunden, den Stundenlohn, Zuschläge, Abzüge, Nachholstunden usw. so beinhalten, dass der Arbeitnehmer seinen Lohn mit Leichtigkeit feststellen und nachrechnen kann. Desweiteren sind Name und Adresse des Arbeitgebers und der entlohnte Monat aufzuführen sowie der gemäss der Urlaubsverrechnung laut Art. 17 erzielte Geldbetrag.

Art. 14. Löhne.

- 1) Die gemäss diesem Vertrag angewandten Stundenlöhne richten sich nach denen in Art. 12, Abs. 2) angegebenen Lohngruppen entsprechender jeweiligen Qualifikation des Arbeitnehmers.
- 2) Die durch diesen Vertrag definierten Stundenlöhne sind in einem Anhang zu diesem Abkommen angeführt und stellen Mindestsätze dar, die unabdingbar sind, d.h. sie können nur zugunsten des Arbeitnehmers abgeändert werden.
- 3) Die angeführten Tariflöhne entsprechen der verfahrenen 40 Stundenwoche und sind gemäss Art. 13, Abs. 1) den Indexschwankungen anzupassen.

Art. 15. Akkordarbeiten.

- 1) Akkordarbeiten sind nur in berechtigten Fällen zulässig und können nur im Einverständnis mit den Arbeitnehmern geleistet werden. Sie gelten in der Regel nur für Ausnahmefälle.
- 2) Die Akkordpreise sind so zu bemessen, dass bei vereinbarter Leistung und bei regelmässiger Arbeitszeit ein Verdienst von mindestens 125% des dem betreffenden Arbeitnehmer zugestanden Stundenlohnes erzielt wird. In jedem Fall ist der vereinbarte Stundenlohn zu garantieren, wenn der Betreffende nicht auf 100% seiner Leistung kommt.
- 3) Bei Akkordarbeiten hat die endgültige Abrechnung spätestens zwei (2) Wochen nach der Fertigstellung der Arbeiten zu erfolgen. Dauern diese Arbeiten mehrere Monate, so muss monatlich eine Zwischenabrechnung vorgenommen werden. Wöchentlich ist bei Akkordarbeiten eine Abschlagszahlung zu leisten, deren Höhe mindestens dem Brutto-Vertragsstundenlohn entspricht. — Die Ueberlassung von Akkordarbeiten zur eigenen Verrechnung an Vorarbeiter ist nicht statthaft. — Eine Qualitätsverminderung durch Akkordarbeiten darf nicht bestehen, ansonsten sie nicht auszuführen sind.

Art. 16. Zuschlaege.

- 1) Zuschlagberechtigt sind alle Arbeiten, die an Sonn- und Feiertagen, als Ueberstunden sowie unter Gefahr und erschwerten Bedingungen ausgeführt werden.
- 2) Ueberzeitarbeit ist nachweisbar nur in dringenden Fällen und im Rahmen der diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen erlaubt. Die Arbeitnehmer sind verpflichtet die diesbezüglichen behördlich genehmigten Ueberstunden (Arbeit an Sonn- und Feiertagen), zu leisten.
- 3) Für Ueberzeitarbeit im Sinne dieses Vertrages sind nachfolgende Zuschläge zu den anfallenden Stundenlöhnen zu gewähren:

a) für Ueberstunden bis 20 Uhr:	25%
b) für Ueberstunden zwischen 20 und 6 Uhr:	50%
c) für Nachtarbeit (regelmässig und bei Wechselschicht):	20%
d) für Nachtarbeit in besonderen Fällen, kurzfristig während weniger als einer Woche durchgeführt:	50%
e) für Sonntagsarbeit:	70%
an gesetzlichen Feiertagen:	200%

 (Beispiel: Stundenlohn 100 Fr + 100 Fr + 100 Fr = 300 Fr)
- 4) Als Nachtarbeit gelten die geleisteten Arbeitsstunden von 20 bis 6 Uhr.
- 5) Bei Zusammentreffen mehrerer der vorgenannten Zuschläge ist nur der jeweils höhere, bei gleichen Zuschlägen nur einer zu zahlen.

Art. 17. Jahresurlaub.

- 1) Grundsätzlich wird der alljährliche Erholungsurlaub geregelt nach den Bestimmungen der diesbezüglichen Gesetze vom 22.4.1966 und 26.7.1975, welche einen integralen Bestandteil dieses Abkommens bilden, unbeschadet der in diesem Abkommen angeführten Richtlinien.

- 2) Der jährliche Erholungsurlaub im Fassadenmacherhandwerk beträgt für 1978 einheitlich 24 Arbeitstage und ohne Altersunterschied, zu 5 Tagen pro Woche. 1979 beträgt er 25 Arbeitstage.
- 3) Die Urlaubsvergütung in Form eines Lohnzuschlags beträgt 10,10% bei 24 und 10,60% bei 25 Arbeitstagen.
- 4) Die Vertragspartner sind darin übereingekommen, im Einklang mit dem Urlaubsgesetz, sowie dem Gesetz über den Ausgleich der Schlechtwetterperioden kollektive Urlaubsperioden in den Betrieben durchzuführen, welche jedes Jahr in gemeinsamen Einverständnis von den Vertragspartnern im 1. Trimester festzulegen sind.
- 5) Die Bruttoverrechnung erfolgt jedes Mal beim Lohnabschluss und der erzielte Geldbetrag ist auf dem dem Arbeitnehmer zuzustellenden Lohnzettel zu vermerken (Siehe Art. 13, Abs. 3)
- 6) Grundsätzlich geschieht die Zahlung der Urlaubsgelder anlässlich der Lohnabrechnung die der Urlaubsperiode folgt, bzw. beim Austritt des Arbeitnehmers aus dem Betrieb. Anderslautende Auszahlungsmethoden sind der freien Vereinbarung zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer jedoch überlassen.

Art. 18. Sonderurlaub und gesetzliche Feiertage.

- 1) Für persönliche Angelegenheiten beträgt der Sonderurlaub gemäss dem Urlaubsgesetz:
 - 1 Tag : im Todesfall der Grosseltern beiderseits, Enkel, Bruder, Schwester, Schwager und Schwägerin.
 - 2 Tage: bei der Niederkunft der Ehefrau, der Heirat eines Kindes oder beim Umzug (bei nachweisbarem Mobiliartransport).
 - 3 Tage: beim Sterbefall des Ehepartners oder der Eltern, Schwiegereltern, Kinder, Schwiegersohn oder Schwiegertochter.
 - 6 Tage: bei Heirat des Arbeitnehmers.
- 2) Für jeden dieser Urlaubstage hat der Arbeitnehmer Anrecht auf eine Vergütung in Höhe des durchschnittlichen Tageslohnes der drei Monate, die demselben unmittelbar vorausgehen.
- 3) Für die Bezahlung der gesetzlichen Feiertage gelten die diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen. Als bezahlte Feiertage in diesem Sinne gelten: Neujahrstag, Ostermontag, 1. Mai, Christi-Himmelfahrt, Pfingstmontag, Nationalfeiertag, Maria-Himmelfahrt, Allerheiligen und die beiden Weihnachtsfeiertage, bzw. die entsprechenden Ersatzfeiertage.

Art. 19. Arbeitsunterbrechungen.

Für besondere Arbeitsunterbrechungen gelten nachfolgende Bestimmungen

- für während der Arbeit dringend notwendige Arztbesuche hat der Arbeitnehmer Anrecht auf jährlich insgesamt 8 Stunden (oder 4×2 Stunden) Freistellung von seiner Arbeit unter Fortzahlung des Lohnes.
- erleidet der Arbeitnehmer einen Arbeitsunfall, welcher eine längere Arbeitsbehinderung zur Folge hat, so ist der gesamte Tageslohn für den Unfalltag geschuldet.
- bei Bergung und Transport für eines im Betrieb Verunglückten, sowie bei örtlichen Erhebungen in Bezug auf Unglücksfälle im Betrieb, betreffend eines an der Arbeitsstelle verunglückten Arbeitnehmers, wird der gesamte Verdienstaufschlag vergütet für den betreffenden Tag.

Art. 21. Schwarzarbeit.

- 1) Es ist jedem Arbeitnehmer untersagt, während der Freizeit Berufsarbeit für Dritte auszuführen. Dies gilt für Arbeiten nach der üblichen Arbeitszeit, an Urlaubs-, Sonn- und Feiertagen sowie an allen anderen durch Gesetz oder Kollektivvertrag geregelten freien Tagen wie u.a. die während der Schlechtwetterperiode entschädigten Ausfallstunden.
- 2) Arbeitnehmer, die sich dieses Vergehens schuldig machen, können nach einmaliger Verwarnung fristlos entlassen werden.

- 3) Bei erwiesener Schwarzarbeit im Sinne des Gesetzes vom 3.8.1977 kommen die in Art. 15 des Urlaubsgesetzes vom 22.4.1966 vorgesehenen Sanktionen zur Anwendung.

Art. 22. Schlichtung, Sondervereinbarungen, Sonderverhandlungen.

- 1) Arbeitgeber und Arbeitnehmer sind gehalten, die vorliegenden Bestimmungen zu befolgen und einzuhalten, sowie entstehende Differenzen, die bei der Durchführung dieses Vertrages entstehen, durch die vertragabschliessenden Parteien beilegen zu lassen. Ist keine Regelung in diesem Sinne möglich, wird der Streitfall der zustehenden Instanz unterbreitet.
- 2) Die unterzeichneten Parteien bilden eine gemeinsame Berufskommission, welche paritätisch zusammengesetzt ist. Ihr fällt die Aufgabe zu, die loyale beiderseitige Einhaltung des Vertrages zu überwachen und mögliche Differenzen friedlich beizulegen und für die Bekämpfung der Schmutzkonkurrenz, der Schwarzarbeit usw. einzutreten. Sie legt gegebenenfalls diesbezügliche Massnahmen fest und überprüft alle Beschwerden objektiv.
- 3) Alle Vereinbarungen zwischen den einzelnen Arbeitgebern und Arbeitnehmern oder zwischen dem Arbeitgeber und der Arbeitnehmerschaft eines Betriebes (Betriebsvereinbarungen) sind ungültig, soweit sie irgendwelche Ansprüche aus diesem Vertrag preisgeben oder die in diesem Abkommen getroffenen Vereinbarungen zuungunsten der Arbeitnehmer umändern.
- 4) Bestehende günstigere Bedingungen und Vereinbarungen einzelner Betriebe bleiben bestehen und werden durch diesen Vertrag nicht beeinträchtigt.
- 5) Probleme der Sicherung des Arbeitsplatzes und Fragen die die Schlechtwetterregelung betreffen oder die Erhaltung der angestammten Arbeitskraft im Fassadenputzergewerbe, werden während der Vertragsdauer von den Vertragspartnern gemeinsam geprüft, insofern sie die Kompetenz der gebildeten Berufskommission übersteigen.
- 6) Auf ein begründetes Begehren der einen oder anderen Vertragspartei können auch während der Vertragsdauer Gespräche bzw. Sonderverhandlungen geführt werden und betreffen in der Regel nur Fragen dieses Artikels.

Art. 23. Vertragsdauer und Kuendigung.

- 1) Vorliegender Kollektivvertrag tritt mit Wirkung vom 1.7.1978 in Kraft und läuft bis zum 31.12.1979.
- 2) Die von den Vertragsparteien angestrebte Allgemeinverbindlichkeit vorliegenden Abkommens wird mit der Veröffentlichung desselben im Mémorial wirksam.
- 3) Eine erstmalige Kündigung dieses Kollektivvertrages kann frühestens zum 1. Oktober 1979 erfolgen, d.h. unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von drei (3) Monaten.
- 4) Erfolgt eine rechtmässige Kündigung bzw. werden Verhandlungen zwecks Erneuerung desselben beantragt, so müssen entsprechende Gespräche spätestens sechs (6) Wochen vor dessen Erfalldatum aufgenommen werden.
- 5) Erfolgt keine Kündigung bzw. Beantragung von Verhandlungen zum vorgesehenen Termin des Absatzes 3), so läuft der Vertrag stillschweigend weiter und zwar kann derselbe in der Folge zum ersten eines jeden Monats unter Beobachtung der angegebenen Kündigungsfrist gekündigt, bzw. können Verhandlungen beantragt werden.

- 6) Die Partei, welche Verhandlungen beantragt bzw. künftig den Vertrag kündigt, hat der anderen Partei schriftlich ihre Abänderungsvorschläge zu unterbreiten, die sowohl einzelne Vertragspunkte als auch den gesamten Vertrag betreffen können.

Luxemburg, den 1. Juli 1978.

Für die
FEDERATION DES PATRONS PLAFONNEURS
& FAÇADIERS DU G.-D. L.
Joseph Haagen, Präsident
René Mazzier, Vorstandsmitglied

Für die
GEWERKSCHAFTLICHE
VERTRAGSKOMMISSION
François Schweitzer, L.C.G.B.
Eugène Bausch, L.A.V.

LOHNKATALOG — FASSADENMACHER

Basis: 40 Stundenwoche — Index: 288,80 (ab 1.2.1978)

1. Handlanger	115,65 Fr.
2. Angelernte Arbeiter	121,75 Fr.
3. Angelernte Arbeiter im 2. Jahr	130,45 Fr.
4. Angelernte Arbeiter im 3. Jahr	132,45 Fr.
5. Facharbeiter im 1. Jahr	134,35 Fr.
6. Facharbeiter im 2. Jahr	138,35 Fr.
7. Facharbeiter im 3. Jahr	144,25 Fr.
8. Facharbeiter im 4. Jahr	150,20 Fr.
9. Vollwertiger Berufsarbeiter d.h. mit C.A.P. + 10 Jahre Berufspraxis	158,15 Fr.

Règlement grand-ducal du 30 janvier 1979 concernant les sous-officiers et agents de police féminins.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles 14-1 et 75, alinéa 2, de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle que cette loi a été modifiée dans la suite;

Vu le règlement grand-ducal du 10 août 1972 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement des sous-officiers et agents de police, tel qu'il a été modifié dans la suite;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Force Publique et de la Fonction Publique et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le nombre maximum des sous-officiers et agents de police de sexe féminin est fixé à dix pour-cent de l'effectif total des cadres des sous-officiers et agents de police, tels qu'ils sont prévus pour la Direction de la Police et les commissariats et postes de Police à l'article 70, paragraphe 1, littera b) et paragraphe 2, littera b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle que cette loi a été modifiée dans la suite. Toute fraction résultant de l'application du pourcentage ci-dessus compte pour une unité.

Art. 2. Par dérogation aux articles 2, 3, 5, 6, 7 et 22 (1) al. 2 du règlement grand-ducal du 10 août 1972 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement des sous-officiers et agents de police, tel qu'il sera éventuellement modifié ou complété dans la suite, le recrutement et l'instruction des candidats féminins à la Police sont réglés par les dispositions spéciales qui suivent.

Art. 3. L'admission des candidats féminins au stage d'agent de police, d'une durée équivalente à celle de l'engagement des volontaires à l'Armée, est subordonnée à la réussite à une épreuve de sélection.

Le Ministre de la Force Publique arrête le programme et les modalités de l'épreuve de sélection, fixe au préalable, suivant les besoins du service, le nombre des candidats à admettre et prononce l'admission au stage, le Directeur de la Police entendu dans son avis.

Art. 4. Pour pouvoir être admises à participer à l'épreuve de sélection prévue à l'article précédent, les candidates doivent:

- a) être de nationalité luxembourgeoise;
- b) avoir accompli l'âge de 17 ans au moins et de 25 ans au plus;
- c) être célibataires;
- d) avoir fréquenté avec succès au moins trois années d'études moyennes, secondaires ou reconnues équivalentes;
- e) avoir les aptitudes physiques, morales et intellectuelles requises pour le service dans la Police;
- f) avoir une taille de 1,66 m au minimum;
- g) être d'une constitution saine et exemptes d'infirmités.

Le certificat y relatif est à établir par le médecin militaire.

Art. 5. Dans des cas particuliers, dûment motivés par les besoins du service, le Ministre de la Force Publique peut déroger aux conditions d'admission relatives à l'âge maximum et à l'état civil en faveur de candidates particulièrement qualifiées.

Art. 6. Le stage des agents de police féminins est réglé par le Ministre de la Force Publique, et comporte la fréquentation du cycle de formation à l'Ecole de Gendarmerie et de Police.

Pour être admises à ce cycle de formation, les intéressées doivent:

- 1) avoir accompli au moins deux années de stage;
- 2) être agréées par le Ministre de la Force Publique sur le vu du dossier personnel et d'un extrait récent du casier judiciaire, le Directeur de la Police entendu dans son avis;
- 3) avoir obtenu à l'examen réglé à l'article 4 du règlement grand-ducal du 10 août 1972 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement des sous-officiers et agents de police au moins 3/5^{es} de l'ensemble des notes finales et la moitié de la note finale dans chaque branche.

Art. 7. L'alinéa 2 de l'article 10 du règlement grand-ducal du 10 août 1972 cité ci-dessus est modifié comme suit:

« Si l'intérêt du service l'exige, les candidats moins bien classés peuvent être nommés par dépassement des candidats n'ayant pas encore à leur actif 3 années de service volontaire ou de stage. »

Art. 8. Notre Ministre de la Force Publique est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 30 janvier 1979

Jean

*Le Ministre de la Force Publique
et de la Fonction Publique,*

Emile Krieps

Règlement ministériel du 30 janvier 1979 modifiant celui du 10 mai 1966 portant fixation des frais de route et de séjour ainsi que des indemnités de déménagement revenant aux fonctionnaires et employés communaux, tel qu'il a été modifié par la suite.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes à ceux des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le règlement gouvernemental du 12 janvier 1979 modifiant certains des barèmes et indemnités prévus par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1972 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'Etat;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le paragraphe 2) de l'article 1^{er} du règlement ministériel modifié du 10 mai 1966 portant fixation des frais de route et de séjour ainsi que des indemnités de déménagement revenant aux fonctionnaires et employés communaux est abrogé et remplacé comme suit:

« 2) Le règlement gouvernemental du 12 janvier 1979 modifiant certains des barèmes et indemnités prévus par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1972 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'Etat. »

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 30 janvier 1979.

Le Ministre de l'Intérieur,

Joseph Wohlfart

Règlement grand-ducal du 6 février 1979 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite;

Vu la loi du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre de la Force Publique, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Travaux Publics et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La circulation de transit des véhicules visés par l'article 2 en provenance de la Sarre et de la France et en direction de la Belgique ainsi que de ceux en provenance de la Belgique et en direction de la Sarre et de la France, est interdite sur les tronçons des routes E 9 et E 42 déterminés aux articles 3 et 4.

Art. 2. Au sens du présent règlement, la circulation de transit représente tout mouvement de véhicule automoteur dont le poids total maximum autorisé, avec ou sans remorque, dépasse 3.500 kg

et qui est destiné au transport de choses, effectué entre la Sarre et la France d'une part et la Belgique d'autre part à travers le Grand-Duché de Luxembourg, ce mouvement étant caractérisé par le fait que le véhicule en question ne fait l'objet d'aucune rupture de charge sur le territoire du Grand-Duché.

Art. 3. La circulation de transit entre la Sarre et la Belgique est interdite aux catégories de véhicules, déterminées à l'article 2 ci-avant, sur les routes E 42 et E 9 entre les localités de Bous et de Strassen.

Ces véhicules doivent obligatoirement emprunter à partir de Bous la route nationale 13 et l'auto-route Bettembourg-Luxembourg ainsi que le boulevard de contournement de la Ville de Luxembourg jusqu'à Strassen et vice-versa.

Art. 4. La circulation de transit entre la France et la Belgique est interdite aux catégories de véhicules, déterminées à l'article 2 ci-avant, sur la route E 9 entre les localités de Frisange et de Strassen.

Ces véhicules doivent obligatoirement emprunter à partir de Frisange la route nationale 13 et l'auto-route Bettembourg-Luxembourg ainsi que le boulevard de contournement de la Ville de Luxembourg jusqu'à Strassen et vice-versa.

Art. 5. Les prescriptions qui précèdent sont indiquées par la signalisation routière suivante:

- 1) le signal C, 3e comportant l'inscription du chiffre 3,5t sur la silhouette du véhicule, complété par un panneau additionnel avec l'inscription « transit Belgique », respectivement « transit France, Saar ».
- 2) un présignal comportant les inscriptions suivantes:
 - « transit »
 - la reproduction de la silhouette du véhicule du signal C, 3e avec l'inscription du chiffre 3,5 t
 - la définition de la direction, respectivement « Belgique » et « France, Saar »
 - la reproduction du signal E, 15
 - « sens obligatoire »
 - une flèche en couleur noire, indiquant la direction à emprunter, ainsi que la distance jusqu'à l'intersection.

Ces signaux sont placés et conservés par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Art. 6. Les infractions aux dispositions prévues aux articles 1 à 4 ci-avant sont punies d'une peine d'emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1.000 à 2.500 francs ou d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive l'amende sera de 2.500 francs.

Art. 7. Notre Ministre des Transports, Notre Ministre de la Force Publique, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial, et qui entrera en vigueur le 15 mars 1979.

Château de Berg, le 6 février 1979.

Jean

Le Ministre des Transports,
Josy Barthel

Le Ministre de la Force Publique,
Emile Krieps

Le Ministre de la Justice,
Robert Krieps

Le Ministre des Travaux Publics,
Jean Hamilius

Réglementation des tarifs ferroviaires nationaux et internationaux.

Les tarifs ferroviaires nationaux et internationaux ci-après sont mis en vigueur sur le réseau des chemins de fer luxembourgeois par application de l'art. 27 du Cahier des charges de la Société Nationale des CFL, approuvé par la loi du 16 juin 1947, concernant l'approbation de la convention belgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois et des conventions annexes.

5^e supplément au tarif germano-luxembourgeois N° 9020 pour le transport de combustibles solides.
— 1.12.1978.

4^e supplément au tarif franco-luxembourgeois N° 5025 pour le transport de produits sidérurgiques.
— 15.12.1978.

Rectificatif N° 2 au fascicule 11 de la 3^e partie du TCV (trafic Luxembourg-Espagne et Portugal. — 15.12.1978.

Réglementation au tarif des droits d'entrée.

Avis prévu à l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises, coordonnée le 18 juillet 1977, publié au Mémorial par règlement ministériel du 4 octobre 1977 concernant la coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises.

En vertu des règlements (CEE) nos 2844/78 à 2847/78 de la Commission des Communautés européennes du 4 décembre 1978, les droits d'entrée sont établis, à partir du 8 décembre 1978, pour les produits des positions suivantes:

- a) 50.09 — Tissus de soie, de bourre de soie (schappe) ou de déchets de bourre de soie (bourrette), originaires de la Corée du Sud et de l'Inde;
- b) 71.12 A — Articles de bijouterie et de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux, originaires de Hongkong;
- c) ex 84.52 A — Machines à calculer électroniques non imprimantes, originaires de Hongkong;
- d) 85.18 — Condensateurs électriques, fixes, variables ou ajustables, originaires de la Yougoslavie.

Les droits d'entrée précités étaient suspendus consécutivement aux règlements (CEE) nos 2705/77 et 1197/78 du Conseil des Communautés européennes respectivement des 28 novembre 1977 et 30 mai 1978 « portant ouverture de préférences tarifaires pour certains produits originaires de pays et territoires en voie de développement ».

En vertu des règlements (CEE) nos 2772/78 à 2775/78 de la Commission des Communautés européennes du 28 novembre 1978, les droits d'entrée sont rétablis, à partir du 2 décembre 1978, pour les produits des positions tarifaires suivantes:

- a) ex 28.46 B — Perborate de sodium, originaire de Yougoslavie;
- b) ex 44.25 B — Manches de balais et de brosses, en bois; } originaires de tous les pays bénéficiaires, à l'exception des produits
- c) ex 46.02 B — Matières à tresser tissées à plat ou parallélisées, y compris les nattes de Chine, les } des pays figurant à l'Annexe C du
- à D } paillassons grossiers et les claies; paillons } règlement (CEE) n° 2705/77.
- pour bouteilles;
- d) 68.12 — Ouvrages en amiante-ciment, cellulose-ciment et similaires, originaires de Yougoslavie.

Les droits d'entrée précités étaient suspendus depuis le 1^{er} janvier 1978, consécutivement au règlement (CEE) n° 2705/77 du Conseil des Communautés européennes du 28 novembre 1977 « portant ouverture de préférences tarifaires pour certains produits originaires de pays et territoires en voie de développement ».

En vertu des règlements (CEE) n^{os} 3033/78 à 3035/78 de la Commission des Communautés européennes du 21 décembre 1978, les droits d'entrée rétablis, à partir du 25 décembre 1978, pour les produits des positions tarifaires suivantes:

- a) ex 29.35 Q — Mélamine, originaire de Yougoslavie;
- b) 66.01 — Parapluies, parasols et ombrelles, y compris les parapluies-cannes et les parasols-tentes et similaires, originaires de Singapour;
- c) 84.41 A | b — Machines à coudre, piquant uniquement le point de navette, dont la tête pèse au plus 16 kg sans moteur ou 17 kg avec moteur; têtes de machines à coudre, piquant uniquement le point de navette, pesant au plus 16 kg sans moteur ou 17 kg avec moteur, autres, originaires de tous les pays bénéficiaires, à l'exception des produits originaires des pays figurant à l'Annexe C du règlement (CEE) n^o 2705/77.

Les droits d'entrée précités étaient suspendus depuis le 1^{er} janvier 1978 consécutivement au règlement (CEE) n^o 2705/77 du Conseil des Communautés européennes du 28 novembre 1977 « portant ouverture de préférences tarifaires pour certains produits originaires de pays et territoires en voie de développement ».

Valeur en douane

I. Le règlement (CEE) n^o 1490/75 de la Commission, du 11 juin 1975 (Journal officiel n^o L 151 du 12 juin 1975), modifie comme suit le texte de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n^o 1150/70 relatif au lieu d'introduction à prendre en considération en vertu de l'article 6, § 2, des « Dispositions concernant la valeur en douane des marchandises »:

« **Art. 1^{er}.** Pour les marchandises introduites dans le territoire douanier de la Communauté et acheminées jusqu'au lieu de destination dans une autre partie de ce territoire, avec emprunt des territoires autrichien, suisse ou de la République démocratique allemande, la valeur en douane est déterminée en prenant en considération le premier lieu d'introduction dans le territoire douanier de la Communauté, à la condition que les marchandises fassent l'objet d'un acheminement direct à travers les territoires autrichien, suisse ou de la République démocratique allemande, la traversée de ces territoires devant correspondre à une voie normale vers le lieu de destination.

Cette disposition reste applicable lorsque, dans les territoires autrichien, suisse ou de la République démocratique allemande et pour des raisons inhérentes au transport, les marchandises ont fait l'objet d'un transbordement ou ont été momentanément immobilisées. »

Cette modification entre en vigueur le 1^{er} juillet 1975.

II. Le règlement (CEE) n^o 1214/75 de la Commission du 13 mai 1975 (Journal officiel n^o L 127 du 17 mai 1975), remplace à partir du 1^{er} juillet 1975, les listes de pourcentages des frais de transport aérien à incorporer dans la valeur en douane, annexées au règlement (CEE) n^o 1769/68.

Protocole, signé à La Haye, le 28 septembre 1955, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929. — Adhésion du Liban.

- (Mémorial 1957, p. 36 et ss.
- Mémorial 1963, A, p. 987
- Mémorial 1964, A, pp. 475, 870, 1356
- Mémorial 1971, A, pp. 549, 1199, 2022
- Mémorial 1972, A, pp. 1122, 2130
- Mémorial 1973, A, pp. 1553 et ss.

Mémorial 1974, A, p. 1542
 Mémorial 1975, A, pp. 1371 et 1372
 Mémorial 1976, A, pp. 516 et 517
 Mémorial 1977, A, p. 1516
 Mémorial 1978, A, p. 614)

Il résulte d'une notification de l'Ambassade de Pologne qu'en date du 10 mai 1978 le Liban a adhéré au Protocole désigné ci-dessus.

Conformément à son article XXIII, le Protocole est entré en vigueur pour le Liban le 8 août 1978.

Convention relative au statut des réfugiés, faite à Genève, le 28 juillet 1951.— Succession du Surinam.

(Mémorial 1953, p. 703
 Mémorial 1954, p. 137
 Mémorial 1972, A, p. 1469
 Mémorial 1973, A, p. 438
 Mémorial 1974, A, p. 864
 Mémorial 1975, A, p. 320
 Mémorial 1976, A, pp. 300, 913, 1031 et 1032, 1107, 1227 et 1228
 Mémorial 1977, A, p. 1863
 Mémorial 1978, A, pp. 226 et 227, 359, 548 et 549, 613, 1298, 1392 et 1393, 1983 et 1984).

Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967.— Succession du Surinam.

(Mémorial 1971, A, p. 66 et ss., pp. 533, 547, 1843, 2021
 Mémorial 1972, A, pp. 839, 1122, 1154, 1360
 Mémorial 1973, A, pp. 437, 1188, 1373, 1422
 Mémorial 1974, A, pp. 380, 1170
 Mémorial 1975, A, p. 343
 Mémorial 1976, A, pp. 406, 913, 1031, 1134
 Mémorial 1977, A, p. 1962
 Mémorial 1978, A, pp. 226 et 227, 359, 548 et 549, 1298, 1392 et 1393, 1983 et 1984).

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies que le 29 novembre 1978 la notification de succession du Surinam à la Convention et au Protocole désignés ci-dessus a été déposée auprès du Secrétaire Général.

Il est rappelé que dans la Convention susmentionnée rendue applicable à Surinam, les mots « événements survenus avant le premier janvier 1951 » figurant à l'article 1, section A, sont compris dans le sens de « événements survenus avant le premier janvier 1951 en Europe ou ailleurs ».

Par lettre en date du 24 novembre 1978, le Représentant permanent du Surinam auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire Général, d'ordre de son Gouvernement, que la République du Surinam ne succède pas aux réserves formulées le 29 juillet 1971 par les Pays-Bas quand la Convention relative au statut des réfugiés et le Protocole y relatif avaient été étendus au Surinam.